



## **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-19 du 2 septembre 2022

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. Les États-Unis détaillent leurs outils de pilotage de la mise en œuvre du CHIPS and Science Act
2. L'USTR a lancé une demande de commentaires sur le respect par la Chine de ses engagements à l'OMC
3. Les douanes américaines indiquent observer des demandes de changements de chaînes d'approvisionnement suite au vote de la loi de prévention du travail forcé des Ouïghours

## Climat – énergie – environnement

4. Le National Renewable Energy Laboratory (NREL) examine les voies pour parvenir à une électricité décarbonée d'ici 2035

## Transport et infrastructure

5. La Californie décide de bannir la vente de nouveaux véhicules thermiques à partir de 2035, d'autres États pourraient lui emboîter le pas

## Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Conférence « historique » de la Maison Blanche sur la faim, la nutrition et la santé

## Numérique et innovation

7. La FTC attaque une entreprise de courtage de données en justice
8. La FTC publie son plan stratégique pour la période 2022-2026
9. Le Parlement Californien adopte une série de 3 lois pour mieux protéger les enfants face aux médias sociaux
10. La Californie durcit son contrôle de l'application du CCPA (California Consumer Privacy Act)

## Santé

11. Moderna attaque Pfizer et BioNTech sur la propriété intellectuelle de la technologie ARNm
12. L'inquiétude de deux républicains, membres du Congrès, sur la réforme du prix des médicaments

***Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).***

# Commerce et sanctions

## 1. Les États-Unis détaillent leurs outils de pilotage de la mise en œuvre du CHIPS and Science Act

Joe Biden a signé le 25 août un [décret présidentiel](#) suite à l'entrée en vigueur du CHIPS and Science Act (voir Flash Accent N°2022-18) qui met en place un « Comité de pilotage pour la mise en œuvre de CHIPS ». Ce comité est placé au sein du Bureau exécutif du Président. Il est co-présidé par le directeur économique national Brian Deese, le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan et la directrice par intérim du Bureau de la politique scientifique et technologique Alondra Nelson. Ce comité a pour objectif de coordonner l'élaboration des politiques de soutien aux semi-conducteurs dans le cadre du CHIPS Act (division A de la loi) au sein de la branche exécutive.

Conformément à l'objectif de mise en œuvre efficace de la loi [rappelé par la Maison Blanche](#), le Département du Commerce (DoC) a [lancé](#) un site internet pour suivre cette mise en œuvre. Le DoC veut faire de CHIPS.gov une ressource regroupant les informations de mise en œuvre du CHIPS and Science Act pour les projets concernant le Département. Cela inclut des informations sur les priorités du DoC, les opportunités de financement, les délais et conditions à remplir et d'autres informations que le Département jugera pertinentes.

## 2. L'USTR a lancé une demande de commentaires sur le respect par la Chine de ses engagements à l'OMC

Le bureau de la représentante américaine au commerce (USTR) a [publié](#) le 29 août au Registre fédéral une demande de commentaires publics. Les commentaires doivent alimenter le rapport au Congrès sur le respect par la Chine de ses engagements à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que l'USTR publie chaque année depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC le 11 décembre 2001. L'USTR encourage les petites entreprises à soumettre leurs commentaires.

La date butoir pour la réception des commentaires est le 28 septembre. L'USTR posera ensuite des

questions sur ces commentaires avant le 12 octobre auxquelles des réponses pourront être apportées jusqu'au 26 octobre. Le [rapport de l'année 2021](#) soulignait notamment le besoin pour les États-Unis de développer de nouveaux outils pour lutter contre les pratiques distorsives de la Chine

## 3. Les douanes américaines indiquent observer des demandes de changements de chaînes d'approvisionnement suite au vote de la loi de prévention du travail forcé des Ouïghours

Dans une [interview](#) à la presse spécialisée (*Inside US Trade*) la responsable des sujets commerciaux aux douanes américaines (*Customs and Border Protection*) AnnMarie Highsmith a dressé un premier bilan de la mise en œuvre de la loi. Pour rappel, la présomption réfutable de recours au travail forcé pour tout bien importé aux États-Unis et produit au Xinjiang, posée par le *Ughur Forced Labor Prevention Act* (UFLPA), est entrée en vigueur le 21 juin.

A. Highsmith souligne que des entreprises exigent « des changements et des modifications » (*changes and shifts*) dans leurs chaînes d'approvisionnement pour se conformer à la loi.

Elle précise que les douanes n'ont pas encore reçu de demande de réfutation de la présomption et que si l'agence venait à autoriser une telle demande, elle devrait soumettre au Congrès un rapport public, conformément à la loi. En revanche, elle a reçu « plusieurs demandes » d'entreprises importatrices pour libérer des biens détenus par les douanes en affirmant que ces biens ne provenaient pas de la région du Xinjiang.

### Brève

Trois Sénateurs républicains ont [écrit](#) à l'USTR Katherine Tai le 29 août pour encourager les États-Unis à poursuivre leur blocage de l'Organe d'appel de l'OMC. Ils estiment que l'Organe d'appel est « corrompu par l'influence du Parti communiste chinois ».

# Climat- Energie - Environnement

## 4. Le *National Renewable Energy Laboratory* (NREL) examine les voies pour parvenir à une électricité décarbonée d'ici 2035

Le National Renewable Energy Laboratory ([NREL](#)), laboratoire fédéral rattaché au *Department of Energy* ([DOE](#)), a produit une [étude](#) qui examine l'ampleur et le rythme du déploiement des technologies propres requis pour parvenir à une électricité décarbonée.

Le NREL indique que de multiples voies sont possibles pour atteindre une électricité décarbonée d'ici 2035. Selon le laboratoire fédéral, elles résulteront de la combinaison des technologies et les coûts déterminés par les efforts en matière de recherche et développement (R&D), de fabrication et d'investissement dans les infrastructures au cours de la prochaine décennie. Les dispositions de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et de la *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL) devraient permettre d'ici 2030 de réduire les émissions liées à la production d'électricité de 68 % à 78 % par rapport aux niveaux de 2005.

À plus long terme, les implications des nouvelles lois sont incertaines. Le NREL conclut qu'il est probable que les seules dispositions de l'IRA et de la BIL ne permettent pas aux États-Unis d'atteindre une électricité 100 % décarbonée d'ici 2035. Il évalue néanmoins des scénarios, notamment du côté de l'offre, avec une gamme de voies possibles vers un réseau électrique net zéro d'ici 2035 ([US DOE](#)).

### Brèves

- La valorisation énergétique des déchets aux États-Unis a récemment commencé à diminuer après avoir été en moyenne d'environ 2 219 mégawatts (MW) pendant 24 ans. De 2018 à 2022, 188 MW ont été retirés et 36 MW supplémentaires devraient être retirés d'ici 2027. Alors que la production d'électricité de cette filière fait face aux prix faibles de l'électricité, des oppositions locales et les préoccupations concernant les rejets atmosphériques ont poussé certains des propriétaires de centres d'incinération à fermer leurs usines ([US EIA](#)).
- L'Environmental Protection Agency (EPA) propose de déclarer deux des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) les plus utilisées comme des substances dangereuses. Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la feuille de route stratégique sur les PFAS de l'administrateur Biden. La proposition s'applique à l'acide perfluorooctanoïque (PFOA) et à l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS). Elle repose sur des preuves que le PFOA et le PFOS peuvent présenter un danger substantiel pour la santé ou pour l'environnement ([US EPA](#)).
- Le Président Biden proroge l'accord de coopération entre les États-Unis et l'Afrique du Sud concernant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ([Maison Blanche](#)).

# Transport et Infrastructure

## 5. La Californie adopte sa réglementation pour concrétiser l'interdiction de la vente de voitures thermiques neuves en 2035

La Californie dispose d'une législation propre qui est plus contraignante que dans le reste du pays en ce qui concerne les émissions des voitures alors que la circulation routière est responsable de 41 % des émissions de CO<sub>2</sub> de l'État. Le gouverneur Newsom [par un EO](#) (executive order) du 23 septembre 2020, avait fixé l'objectif que toutes les ventes de voitures neuves en Californie soient électriques à horizon 2035 et avait chargé le *California Air Resource Board* (CARB) d'adapter la réglementation à cet effet. Cette dernière a adopté les nouvelles règles lors de sa délibération du [25 août 2022](#). Le taux

minimum de vente de véhicules électriques sera de 35 % en 2026 puis augmentera progressivement jusqu'à atteindre 100 % en 2035. Comme jusqu'alors, cette obligation ne portera que sur les voitures de moins de 8 500 livres (soit 3,85 tonnes). Les véhicules plug-in hybrides seront aussi pris en compte mais dans la limite de 20 % de l'obligation. Le système des crédits, qui permet notamment aux constructeurs de remplir une partie de leur obligation par l'acquisition sur le marché de crédits à des concurrents plus vertueux, sera largement révisé. En outre, de nouvelles obligations de garantie de transparence, de durabilité et de services seront à la charge des constructeurs (standardisation des performances, autonomie minimum, chargement universel, garantie



d'efficacité des batteries à 80 % sur 8 ans ou 100 000 km).

### Brèves

➤ L'Agence des Transports de Californie (Calsta) aux côtés d'autres autorités des États-Unis et du Mexique a donné le coup d'envoi la semaine dernière du chantier de construction d'un [nouveau port d'entrée terrestre](#) situé à la frontière entre les deux pays. Cette installation, nommée Otay Mesa East, permettra lors de son entrée en service en 2024 de réduire de moitié la congestion autour de ce point de passage très fréquenté par les camions de transport de marchandises. Elle devrait ainsi contribuer significativement à fluidifier et accroître les échanges bilatéraux de biens physiques, notamment de composants et équipements

automobiles, dont le Mexique est le premier importateur des États-Unis.

➤ Dans un contexte où l'*Inflation Reduction Act* a acté le resserrement des exigences de contenu domestique conditionnant les subventions aux véhicules électriques, le constructeur automobile Ford [appelle](#) à réviser la réglementation fédérale en matière d'autorisation des exploitations minières afin d'accélérer l'accroissement des capacités d'extraction et de traitement de minerais critiques essentiels à la production de batteries sur le territoire national. Alors que l'obtention des permis environnementaux au niveau fédéral peut prendre de 7 à 10 ans, Ford souligne que ces procédures ne durent pas plus de 3 ans dans d'autres pays comme le Canada et l'Australie, ou dans certains États comme le Nevada, l'Utah, l'Arizona et l'Alaska.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 6. Conférence « historique » de la Maison Blanche sur la faim, la nutrition et la santé

[Annoncée](#) par le Président Biden en mai dernier, [la porte-parole de la Maison Blanche](#) a déclaré le 29 août que la Conférence sur la faim, la nutrition et la santé se tiendrait le 28 septembre à Washington. Cette conférence sur l'alimentation est qualifiée d'historique par ses promoteurs. Une telle conférence n'a pas de précédent depuis celle qui avait été organisée il y a plus de 50 ans, en 1969, sous l'administration de Richard Nixon et qui avait conduit, notamment, à l'expansion du programme des coupons alimentaires (désormais le programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire, SNAP) et à l'établissement du programme nutritionnel supplémentaire spécial pour les femmes, les nourrissons et les jeunes enfants (WIC). Comme l'indique la [section du site Web](#) de la Maison Blanche consacrée à cette conférence, elle se veut également historique par son ambition de créer une stratégie nationale visant à éliminer la faim et à réduire les maladies liées à l'alimentation aux États-

Unis d'ici 2030. Cette stratégie sera fondée sur cinq piliers qui définissent la portée de la conférence, à savoir : améliorer l'accès à la nourriture et son caractère abordable ; intégrer la nutrition et la santé, notamment par la prévention et la gestion des maladies ; donner à tous les consommateurs les moyens de faire des choix sains ; soutenir l'activité physique pour tous et renforcer la recherche sur la nutrition et la sécurité alimentaire. L'industrie agroalimentaire aura un rôle important à jouer dans l'élaboration de cette stratégie d'amélioration de la nutrition. La Maison Blanche envisage une collaboration étroite avec le secteur privé pour aboutir à des modifications dans la composition des aliments fabriqués en réduisant notamment le sodium et les sucres ajoutés pour proposer des produits plus sains aux consommateurs et ainsi faire reculer les maladies liées à l'alimentation comme le diabète, l'obésité et l'hypertension, qui sont parmi les principales causes de décès et d'invalidité aux États-Unis.

## Numerique et Innovation

### 7. La FTC attaque une entreprise de courtage de données en justice

Le 29 août, la Federal Trade Commission (FTC) a intenté une [action en justice](#) contre le courtier de données Kochava devant un tribunal fédéral dans

l'Idaho pour avoir vendu des données de géolocalisation sensibles collectées à partir de centaines de millions d'appareils mobiles. Les données de Kochava peuvent révéler les visites des personnes dans les cliniques de santé reproductive, les lieux de culte, les refuges pour sans-abri et

victimes de violence domestique, ainsi que les centres de désintoxication. La FTC allègue qu'en vendant des données de suivi des personnes, Kochava permet à des tiers d'identifier des individus et de les exposer à des risques de stigmatisation, de harcèlement, de discrimination, de perte d'emploi, voire de violence physique. Le procès de la FTC vise à mettre fin à la vente par Kochava de données de géolocalisation sensibles et à obliger l'entreprise à supprimer les informations de géolocalisation sensibles qu'elle a collectées. Kochava, basée dans l'Idaho, achète de vastes quantités d'informations de localisation provenant de centaines de millions d'appareils mobiles. Selon Kochava, ces flux de données peuvent être utilisés pour aider les clients à faire de la publicité et à analyser le trafic piétonnier dans leurs magasins et autres emplacements. Les utilisateurs ignorent souvent que leurs données de localisation sont achetées et partagées par Kochava et n'ont aucun contrôle sur leur vente ou leur utilisation. La FTC allègue en outre que Kochava ne protégerait pas suffisamment ses données. Selon l'agence, jusqu'en juin 2022 au moins, Kochava permettait ainsi à quiconque d'acheter un large échantillon de données sensibles et de l'utiliser sans restriction. La protection des données sensibles des consommateurs, y compris les données de géolocalisation et de santé, est affichée comme une priorité absolue pour la FTC. Le vote de la FTC autorisant l'agence à porter plainte contre Kochava était de 4 contre 1 (le commissaire républicain Noah Joshua Phillips s'y opposant).

## 8. La FTC publie son plan stratégique pour la période 2022-2026

Le 26 août, la FTC a publié la mise à jour de son [plan stratégique](#) pour les années 2022 à 2026, s'engageant à sévir contre les pratiques antitrust abusives et trompeuses qui nuisent aux travailleurs, aux consommateurs et aux petites entreprises des communautés faisant l'objet de discriminations (« *underserved communities* »). Le plan stratégique pour l'exercice 2022-2026 fixe trois objectifs : (1) protéger le public contre les actes ou pratiques déloyaux ou trompeurs sur le marché ; (2) protéger le public contre les méthodes de concurrence déloyale sur le marché et promouvoir une concurrence loyale ; et (3) faire progresser l'efficacité et la performance de l'agence. Les changements de langage dans le nouveau plan stratégique reflètent en grande partie la vision plus large de Lina Khan du rôle du droit antitrust, qui, dans les administrations précédentes, se concentrait sur le bien-être des consommateurs via une baisse des prix et une hausse de la qualité de

service. En particulier, un changement clé par rapport aux plans stratégiques antérieurs a été la suppression de l'expression « sans alourdir indûment l'activité commerciale légitime » de l'énoncé de mission de la FTC. Un commissaire républicain de l'agence a voté contre cette mise à jour, tandis que l'autre s'est abstenu. Les divers efforts de réglementation de la FTC sont dépeint comme visant à « prévenir les acteurs du marché » et la FTC s'est engagée à utiliser pleinement son mandat, a déclaré la présidente Lina Khan dans un [communiqué](#) avec les commissaires démocrates Rebecca Kelly Slaughter et Alvaro Bedoya accompagnant la publication du plan stratégique.

## 9. Le Parlement californien adopte une série de 3 lois pour mieux protéger les enfants face aux médias sociaux

Le congrès californien a adopté une série de 3 lois pour mieux encadrer les plateformes de médias sociaux. [La proposition de loi AB 2273](#) qui instaurerait un nouveau code (*California Age Appropriate Design Code*) est la plus ambitieuse et suscite le plus d'opposition des plateformes. La disposition centrale de ce texte consiste à obliger l'ensemble des services en ligne susceptibles d'être accessibles par des moins de 18 ans à établir l'âge de l'enfant avec un degré suffisant de vraisemblance. Suivent, ensuite, une série d'obligations (audit risques, paramétrages par défaut, utilisation d'un langage compréhensible par les enfants s'agissant des CGU...) et d'interdictions (utilisation des données des mineurs d'une manière qui pourrait leur être préjudiciable, collecte, vente ou échange de données non indispensables au service, usage de *darks patterns*...) qui entreraient en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024. Enfin, une *task force* serait constituée pour établir les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la loi et pour assister les petites et moyennes structures dans l'accomplissement de leurs nouvelles obligations. Si ce texte est largement salué, il n'en reste pas moins critiqué pour le flou de son champ d'application, la charge que représentera la détermination de l'âge et son caractère potentiellement intrusif pour les utilisateurs. L'association NetChoise, qui regroupe la plupart des grands acteurs numérique, [appelle](#) ainsi le gouverneur Newsom à utiliser son droit de veto.

[La proposition AB 587](#) impose quant à elle des obligations de transparence et de publicité aux plateformes de médias sociaux. D'une part, elles seraient obligées de rédiger et de publier leur CGU de manière à permettre une information éclairée des utilisateurs. D'autre part, elles seraient tenues de remettre un rapport au procureur général tous

les 6 mois qui le rendrait public. Elles devraient, s'agissant de 5 catégories d'agissements (haine, extrémisme, désinformation, harcèlement et interférence étrangère), y indiquer les politiques instaurées (structuration de l'algorithme et revue humaine par exemple) ainsi que le nombre de remontées utilisateurs reçus, la circulation des posts avant action ou les actions entreprises pour y répondre.

Enfin, [la proposition AB 2879](#) ou *Cyberbullying protection act* instaurerait des obligations similaires spécifiquement pour lutter contre le harcèlement en ligne. Le gouverneur Newsom qui ne s'est jamais prononcé sur le fond de ces propositions a désormais jusqu'au 30 septembre soit pour les signer soit pour y mettre son veto.

## 10. La Californie durcit son contrôle de l'application du CCPA (California Consumer Privacy Act)

Le procureur général de Californie Rob Bonta a annoncé avoir trouvé un [accord transactionnel](#) avec Sephora pour clôturer la procédure de violation du CCAP (California Consumer Privacy Act), RGPD local, aux termes duquel l'entreprise accepterait de payer 1,2 M\$ et de se mettre en conformité avec le texte qui est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020. L'entreprise, qui accepte que des sites tiers installent des cookies sur son site et son app pour traquer les profils des clients, aurait ainsi procédé à une vente de données personnelles à l'insu de ses clients et donc sans leur permettre d'exercer leur droit d'opt-out. En outre, Sephora n'a pas modifié ses agissements dans le délai de 30 jours qui lui était imparti pour ce faire. C'est la première amende rendue publique par les autorités californiennes à l'encontre d'une entreprise sachant que les équipes du procureur entreprennent de telles actions contre des entreprises depuis juillet 2020. Le procureur déclaré que la période de mansuétude dans l'application du CCAP était désormais révolue.

## Brèves

➤ Dans une lettre du 1<sup>er</sup> septembre, une trentaine de républicains de la Chambre des Représentants exigent que le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, remette les avertissements et les communications du FBI qui auraient conduit Facebook à supprimer un article du New York Post de 2020 sur Hunter Biden quelques semaines avant les élections de 2020.

- Le 31 août, trois républicains de la Chambre des Représentants ont introduit le « [Protecting Speech from Government Interference Act](#) », projet de loi qui interdirait aux responsables de l'administration Biden et aux agents fédéraux d'utiliser leur autorité ou leur influence pour promouvoir la censure en ligne ou pour faire pression sur des entreprises de médias sociaux.
- Le 26 août, Meta a accepté les termes d'un accord à l'amiable dans un procès alléguant que Facebook avait autorisé des tiers tels que Cambridge Analytica à accéder aux données d'utilisateurs privés, moins d'un mois avant que Mark Zuckerberg et Sheryl Sandberg ne soient entendus dans le procès. Les termes de l'accord n'ont pas été divulgués.
- Le 25 août, le PDG de T-Mobile et celui de SpaceX Elon Musk, ont [annoncé](#) leur nouveau plan « Coverage Above and Beyond » qui vise à apporter la connectivité des téléphones portables partout, même dans de nombreux endroits éloignés auparavant inaccessibles par signaux cellulaires traditionnels, en tirant parti de Starlink, la constellation de satellites de SpaceX en orbite terrestre basse et du réseau sans fil de T-Mobile.
- Le 25 août, la FCC a [publié](#) les réponses des 15 principaux opérateurs de téléphonie mobile du pays à la suite d'une demande d'informations sur leurs politiques et pratiques de conservation des données de géolocalisation des clients. La FCC a également annoncé lancer une enquête sur la conformité de ces opérateurs aux règles de la FCC qui exigent qu'ils divulguent pleinement aux consommateurs comment ils utilisent et partagent les données de géolocalisation.
- Dans une lettre du 25 août, le représentant Jim Jordan (R-Ohio), plus haut républicain du comité judiciaire de la Chambre, a déclaré que le comité enquêterait sur l'utilisation par la Federal Trade Commission de consultants et d'experts non rémunérés pour exécuter des fonctions essentielles, et a demandé à l'agence de conserver toutes les informations électroniques pertinentes à l'enquête.
- Dans une [lettre](#) du 25 août, une coalition de près de 50 groupes de consommateurs et de défense des droits civiques pousse la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, à mettre au vote l'*American Data Privacy and Protection Act*, projet de loi sur la protection des données personnelles.



# Santé

## 11. Moderna attaque Pfizer et BioNTech sur la propriété intellectuelle de la technologie ARNm

Le 26 août 2022, Moderna [a annoncé](#) attaquer en justice Pfizer et BioNTech en Allemagne et aux États-Unis. Le groupe pharmaceutique accuse ces derniers d'avoir utilisé des techniques brevetées entre 2010 et 2016 par Moderna pour la production leur vaccin à ARNm contre la Covid-19. Ces technologies seraient, selon Moderna, des piliers du développement de leur plateforme technologique d'ARNm et ne sont pas celles qui ont été développées à l'aide du *National Institutes of Health* au moment de la pandémie. Moderna dit chercher par cette action à protéger sa propriété intellectuelle, écartant toute demande de retrait des vaccins de Pfizer du marché ou de remboursement des pertes potentielles des ventes des doses, notamment dans les pays à bas et moyens revenus. BioNtech [a réagit](#) en réfutant les accusations, soulignant l'originalité de sa technologie, et en rappelant qu'elle respectait le droit de la propriété intellectuelle.

## 12. L'inquiétude de deux républicains sur la réforme du prix des médicaments

Une [lettre](#) de deux sénateurs républicains (Cathy McMorris Rogers (R-Wash.) et Kevin Brady(R-Texas)) a été adressée au secrétaire général du *Health and Human Services (HHS)* pour avertir des risques de ralentissement qu'entraînerait la *Drug Prescription Price Reform*, comprise dans l'*Inflation Reduction Act*, sur l'innovation pharmaceutique aux États-Unis. Les deux sénateurs affirment que des analyses du *Congressional Budget Office* et de l'Université de Chicago auraient montré que cette réforme conduirait à une réduction du nombre de traitements disponibles dans un contexte de récession et d'inflation. Ils alertent également sur la possibilité d'une hausse des prix de lancement des médicaments pour compenser l'encadrement des prix de certains traitements concernés par la

réforme et les rabais versés au gouvernement en cas de trop forte hausse des prix. Ils demandent donc au HHS une plus grande transparence sur la procédure de négociations des prix.

### Brèves

- Le HHS a [annoncé](#) le 29 août, un financement à hauteur de 11Md\$ pour la production domestique de vaccins contre la variole et la variole du singe, par le site manufacturier Grand River Aseptic Manufacturing, dans le Michigan. Cette usine est en partenariat avec Bavarian Nordic, groupe danois, dont le vaccin est le seul vaccin contre la variole du singe à avoir obtenu l'autorisation de la FDA.
- Le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, a [annoncé](#) le 31 août qu'il poursuivait en justice la FDA pour avoir mis plus de 630 jours pour étudier la proposition de l'État fédéré du *Canadian Prescription Drug Importation Program*. Le gouverneur souhaite forcer la FDA à approuver ce programme, qui permettrait à la Floride d'importer à partir du Canada certains médicaments à des prix faibles afin de lutter contre le coût élevés des traitements.
- Deux sénateurs républicains, James M.Inhofe (Oklahoma) et Richard Burr (N-Car), [demandent](#) au président Joe Biden de créer l'« Opération Warp Speed 2.0 » pour faire face à l'apparition d'un potentiel nouveau variant du Covid. Cette initiative serait une nouvelle version du [Operation Warp Speed](#) de l'administration Trump, établissant un partenariat public-privé qui aurait pour objectif de développer des vaccins plus efficaces et des produits nasaux limitant les infections au Covid.
- Le 31 août a été [annoncé](#) que la dose de rappel de Moderna et celle de Pfizer avaient obtenu l'autorisation de la *Food and Drugs Administration (FDA)*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**S'Inscrire**